

**ÉLECTIONS CANTONALES
GENEVOISES**

LA CICAD RENCONTRE LES PARTIS POLITIQUES

OCTOBRE 2013



La CICAD à la rencontre des candidats genevois

Comme ce fut le cas lors des dernières élections vaudoises, la CICAD a renouvelé «ses petits-déjeuners politiques». Une activité importante entretenue tout au long de l'année mais qui trouve un écho particulier à l'aube des élections. Ces rencontres furent organisées à Genève avec l'ensemble des partis qui constituent l'échiquier politique. La CICAD a fait part de ses inquiétudes et a demandé **des réponses et des actions concrètes** face à l'antisémitisme mais aussi en faveur du développement de programmes scolaires.

La **sensibilisation** et la **responsabilisation** des politiques à l'égard de la situation actuelle de l'antisémitisme sont indispensables dans le combat que mène quotidiennement la CICAD.

Le temps d'une rencontre, la délégation, constituée de membres du Comité de la CICAD, a pu **mettre en évidence des manquements** face à la montée

de la discrimination, du racisme et de l'antisémitisme tout en appelant au maintien voire au renforcement de programmes éducatifs.

L'ensemble des partis et des candidats ont montré beaucoup d'intérêt concernant les problématiques soulevées par la CICAD. Une réaction attendue compte tenu des relations cordiales entretenues dans les divers cantons romands avec nombre de partis politiques et depuis plusieurs années. **Conscients de l'importance d'une collaboration perenne**, ces rencontres se poursuivent au-delà des élections.

Le Président de la CICAD, Alain Bruno Lévy, lors de ces rencontres a tenu à adresser aux partis politiques un message fort. « **Nous avons besoin de l'écoute et du soutien des politiques pour cette mission citoyenne.** Nous savons que nous pouvons compter sur les partis tout comme ils peuvent compter sur la CICAD.» **Johanne Gurfinkiel** précisant « **La CICAD étant devenu un acteur de la cité.**»

Sommaire

4 Les Verts:

Émilie Flamand, Présidente, **Michèle Kunzler**, membre du Comité et Conseillère d'État.

6 UDC:

Céline Amaudruz, Présidente, **Patrick Lussi**, Vice-président, **Éric Leyvraz**, Vice-président.

8 PDC:

Béatrice Hirsch, Députée, Présidente PDC Genève, **Serge Dal Busco**, Député, Conseiller administratif, membre du Comité PDC Genève, **Luc Barthassat**, Conseiller national, membre du Comité PDC Genève et **Sophie Buchs**, Secrétaire générale PDC Genève.

10 Parti Socialiste:

Sandrine Salerno, Conseillère administrative, Maire de Genève, **Anne Emery-Torracinta**, membre du comité du PS Genève, **Roger Deneys**, Député au Grand Conseil et **Cyril Mizrahi**.

12 Verts Libéraux :

Sue Putallaz, Présidente Verts Libéraux, **Laurent Seydoux**, Vice-président suisse Verts Libéraux, **Louis-Charles Lévy**, délégué genevois, Membre du Comité et **Luc Heimendiger**, Membre du Comité Verts Libéraux.

14 Solidarité Genève:

Pierre Vanek, **Tobia Schnebli**, Conseillers municipaux Ville de Genève, membres de la direction locale de Solidarités Genève

16 Parti Libéraux Radicaux:

Sophie Creffield Secrétaire générale, **Gabriel Barrillier** actuel Président du Grand Conseil, **Murat Julian Alder** Vice-président, **Pierre Conne** Député au Grand Conseil et Vice-président du PLR, **Lionel Halperin** candidat au Grand Conseil et **Pierre Weiss** Député au Grand Conseil et membre de la présidence du PLR Suisse.

18 MCG:

Roger Golay, Président, Député, conseiller municipal ville de Lancy, **François Baertschi**, Secrétaire général, **Delphine Perrella-Gabus**, Conseillère municipale, **Pascal Spuhler**, Vice-Président, député, Conseiller municipal Ville de Genève, **Carlos Medeiros**, Vice-Président, Conseiller municipal Ville de Genève, **Cristina Le Jeune-Giacobbi**, Cheffe d'entreprise



Émilie Flamand, Présidente des Verts Genevois et Michèle Kunzler Conseillère d'État et candidate à sa réélection.

C'est avec le parti des Verts Genevois qu'ont débuté le mardi 27 août les «petits déjeuners politiques». La Présidente du parti, Émilie Flamand, accompagnée de l'actuelle Conseillère d'État et candidate à sa réélection, Michèle Kunzler, a fait part de l'orientation de son parti sur divers sujets. Les signes religieux à l'école, les discriminations existantes au sein de la société genevoise, l'antisémitisme sur Internet ou encore l'engagement de la Ville de Genève sur les questions internationales ont été évoqués. Une rencontre cordiale et sans langue de bois.

Signes religieux à l'école

Pour **Émilie Flamand**, l'enseignant représente l'autorité de l'État et doit être neutre. Quant à **Michèle Kunzler**, « le parti sera certainement opposé à ce projet de loi. Que l'enseignant ait une neutralité à la fois politique et confessionnelle c'est normal, mais que les enfants soient empêchés de porter un voile ou une kippa, je ne suis pas favorable. »

Amalgame, islamophobie et étoile jaune

Revenant sur l'amalgame douteux de l'étoile jaune utilisée lors d'une manifestation islamiste à Bienne, menée par Nicolas Blanchon (Président du Conseil central islamique

suisse), la CICAD a considéré édifiante la prise de position de Lucia Dahlab (candidate Les Verts au Grand Conseil). « Jouer avec un symbole comme l'étoile jaune, c'est forcément délicat mais est ce que ce n'est pas aussi un moyen de faire réfléchir les gens? je crois qu'on est entré dans une ère où la communication privilégie les campagnes chocs. » **Émilie Flamand** n'ayant pas eu vent de cette réaction, rappelle qu'au sein des Verts la position de Lucia Dalhab n'est pas partagée sur le sujet. Pour **Michèle Kunzler**, les gens ne maîtrisent pas le vocabulaire, les symboles et les utilisent à tort et à travers. Il y a, là, un véritable danger.

Commentaires sur Internet

« La Tribune de Genève par exemple laisse encore trop de commentaires. Nous avons fait des demandes lors de mise en ligne d'articles nous concernant mais la modération n'est pas encore optimale. Dans certain cas, laisser ouvert les commentaires est totalement absurde. Je réagis ponctuellement mais c'est très compliqué pour un parti politique de faire des demandes de ce type à un medias. Les critiques concernant une tentative de museler la presse arrivent très vite. Nous sommes cependant satisfaites de l'amélioration de l'encadrement des commentaires postés en ligne qui est de plus

en plus présent. » explique **Émilie Flamand**.

Influence du Moyen-Orient sur les communautés

Alain Bruno Lévy rappelle que l'assimilation trop souvent faite entre la politique d'Israël et la communauté juive est une réelle inquiétude pour l'ensemble de ses membres. «La neutralité qui devrait exister en matière religieuse devrait l'être aussi en politique. Ce qui semble ne pas être le cas avec la Ville de Genève.» **La Présidente des Verts** en accord avec le sentiment d'Alain Bruno Lévy, partage l'idée que les interventions sur des sujets de politique internationale d'une commune genevoise ne soient pas pertinentes.

La délégation de la CICAD discutant avec Michèle Kunzler, candidate au Conseil d'État.



Journée scolaire contre les discriminations

La CICAD souhaite mettre en place une journée scolaire portant sur les discriminations. Selon **Michèle Kunzler**, il s'agit d'un projet ambitieux mais qui demande une préparation en amont car les enseignants n'ont pas été formés. Elle ajoute qu'à Genève la notion de «vivre ensemble» n'est pas suffisamment mise en avant compte tenu des diverses nationalités présentes. La richesse de la Ville c'est aussi qu'il n'y ait aucun lien entre religion, État et toutes les composantes de l'identité suisse. **Émilie Flamand** partage cette vision d'insuffisance et propose une méthodologie. «Durant cette journée des intervenants expliqueraient dans les écoles aux enfants comment combattre toutes les formes de discrimination au quotidien».

Éducation

Michèle Kunzler a souhaité s'exprimer sur ce point: « Il y a beaucoup à faire. On néglige l'apprentissage de l'histoire qui fait partie de la culture car on estime que c'est peine perdue, ce qui est pour moi totalement absurde. Avant même de parler de la Shoah, les jeunes n'arrivent pas à l'associer à un événement historique. Parler de la Shoah devient donc difficile quand on ne sait même pas qu'il y a eu une guerre. À ce sujet, vous faites d'ailleurs un travail très important car les programmes actuels d'histoire ne sont pas assez aboutis. »

Aspect international

Le voyage d'Antonio Rodgers, à Gaza avec l'association « Droit pour tous », où il a rencontré des membres du Hamas, suscite pour la CICAD une incompréhension. «Droit pour tous» reste en effet une source d'inquiétude. La CICAD s'interroge sur les rapprochements entre les élus genevois et l'association «Droit pour tous» qui a par ailleurs des liens étroits avec des groupuscules terroristes dont le Hamas. **Émilie Flamand** répond qu'il s'agit d'un voyage fait à titre individuel et sans l'appui du parti. Avant d'ajouter « Il n'y a pas de groupe spécifique qui s'occupe des aspects internationaux au sein des Verts car il y a suffisamment de choses à faire ici à Genève. » La présidente explique qu'au sein de son parti, il n'existe pas d'amalgames entre le conflit israélo-palestinien et l'antisémitisme car ils sont suffisamment informés pour éviter cela.

Pour **Michèle Kunzler**, « les participants de ce type de voyage ne pensent pas aux conséquences et au fait qu'ils représentent Genève. Ils ne font pas assez attention

à l'image que cela peut renvoyer et aux conséquences politiques mais ils voient pour eux une opportunité de voyager. Ils ne pensent pas être utilisés comme outil de propagande. Les motivations politiques ne sont donc pas les premières mais il s'agit plus de curiosité, de savoir réellement ce qu'il en est. Les images et informations qu'on nous donne notamment du conflit israélo-palestinien sont parfois biaisées. Ces voyages sont pour nombre d'acteurs politiques plutôt une occasion d'aller sur le terrain pour découvrir les faits.»

La CICAD

Émilie Flamand fait part d'une perception très positive du rôle de la CICAD. « Vous êtes bien connus à Genève et en Suisse en général. Pour nous, la lutte contre la discrimination est quelque chose d'important. C'est une bonne chose qu'il y ait à la place d'un parti politique une association. Cela évite de rendre le message politique trop compliqué. Charge à nous de relayer si des problèmes doivent être pris en charge. Parfois une discussion permet d'éviter des malentendus. Nous restons d'ailleurs disponibles pour toute demande et nous nous faisons un plaisir de vous apporter notre aide si nécessaire. »

Composition des délégations

Les Verts genevois :

Emilie Flamand, Présidente

Michèle Kunzler, membre du Comité et candidate à sa réélection au Conseil d'État

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président

Roger Chartiel, Président de la CIG

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Les Verts Genevois:

- Sont contre le projet de loi d'interdire les signes religieux à l'école,
- Ne comprennent pas la pertinence des prises de positions internationales de la Ville de Genève,
- Souhaitent un meilleur contrôle des commentaires en ligne pour éviter les dérapages encore trop présents,
- Veulent des programmes d'histoire plus approfondis pour les élèves au sujet de la Seconde guerre mondiale et notamment du rôle de la Suisse,
- Sont pour la mise en place d'une journée scolaire « contre les discriminations » revenant chaque année et constituée de thématiques,
- Accordent une grande importance à la lutte contre l'antisémitisme et les discriminations.



Une rencontre cordiale et sans langue de bois avec la Présidente et la candidate au Conseil d'État.



Alain Bruno Lévy et Johanne Gurfinkiel.



Roger Chartiel, Président de la CIG et Alain Bruno Lévy Président de la CICAD.



Émilie Flamand, Présidente des Verts Genevois.



De gauche à droite: Patrick Lussi Vice-président, la Présidente Céline Amaudruz et Éric Leyvraz Vice-président de l'UDC.



« Quand on parle d'immigration nous sommes d'office qualifiés de racistes. Ce n'est pas le cas. » Céline Amaudruz, Présidente de l'UDC

La délégation de la CICAD a rencontré mercredi 28 août la Présidente de l'UDC, Céline Amaudruz et les deux Vice-présidents Éric Leyvraz et Patrick Lussi. Un débat franc et ouvert a eu lieu sur la distinction à faire entre la politique d'intégration et la discrimination, l'utilité de réformer l'enseignement de l'Histoire sur la Suisse et la Seconde guerre mondiale et l'importance du travail de mémoire. Sujet plus délicat l'antisémitisme notoire, Julien fonjallaz, ancien PLR, exclu pour des propos antisémites diffusés via son site et aujourd'hui candidat UDC au Grand Conseil. La CICAD a souhaité avoir une réponse claire du parti et connaître sa décision en vue des prochaines élections.

Intégration et discrimination

Pour **Céline Amaudruz**, l'immigration est un point important de son programme. Elle regrette cependant que les journalistes fassent passer l'UDC pour un parti raciste. « Nous sommes tous d'accord pour différencier le terme de discrimination de celui d'antisémitisme. Quand on parle d'immigration nous sommes d'office qualifiés de racistes avec des propos nauséabonds. Ce n'est pas le cas. Nous sommes simplement les premiers à soulever ce débat. »

Sabine Simkhovitch Dreyfus prend pour exemple la remise en question des droits religieux de la communauté juive et son

intégration au sein de la société suisse. « Nous sommes suisses depuis des générations mais aujourd'hui nous constatons l'apparition de certaines difficultés à vivre selon nos us et coutumes. » Pour **Patrick Lussi**, il n'est pas concevable de composer une société genevoise en prenant en compte les spécificités de chacune des communautés religieuses présentes. « Profondément laïc mais attaché à mes racines judéo-chrétiennes, ce qui est dérangentant c'est qu'on me demande de changer mes habitudes quotidiennes car certains dogmes religieux l'interdisent. Devons-nous tout abandonner pour des personnes qui n'ont pas nos références ? Je refuse de me sentir coupable sous prétexte que je défends mes origines. »

Signes religieux à l'école

Patrick Lussi a travaillé avec Éric Bertinat (député UDC au Grand Conseil) sur les signes ostentatoires religieux. Il affirme qu'une fois de plus la communauté musulmane est visée. Les signes ostensibles d'appartenance à cette communauté deviennent presque une manifestation politique à l'école. « Notre proposition est moins polémique que celle de Pierre Weiss car nous parlons d'interdiction de couvre-chef et cela par respect des enseignants. » Quant à la solution de mettre en place des écoles religieuses pour répondre à certaines prescriptions religieuses, la Présidente du parti s'y oppose contrairement à Patrick Lussi.

Histoire

Le fait de soulever des questions sur la politique suisse durant la Seconde guerre mondiale reste trop souvent considéré comme une attaque au patriotisme remarque **Alain Bruno Lévy**. Yvan Perrin, membre UDC, a d'ailleurs demandé une nouvelle commission Bergier à cet effet. **Éric Leyvraz**, satisfait du travail de la commission Bergier, regrette son manque d'objectivité. « Il y a eu un côté accusateur et sans nuance envers la Suisse durant cette période difficile. Nous avons refoulé des personnes ça c'est sûr mais je pense également à la communauté juive suisse de l'époque. Leur sort n'était effectivement pas assuré. Il faut du courage à un pays pour regarder son passé en présence de beaucoup de survivants. » **Céline Amaudruz** est également d'accord sur ce point. « Encore une fois, la presse s'empare du dossier, elle met en lumière un aspect et le politique réagit derrière. Ce qui est totalement malheureux. Concernant le travail d'Yvan Perrin, son texte a fait débat au sein de notre parti. Pour lui, il y avait un aspect accusateur au niveau de la Suisse avec la commission Bergier. Il ne faut pas mal interpréter son action. Quand on dépose un texte sur un sujet délicat avec un passé douloureux on sait que cela amène une discussion. » Johanne Gurfinkiel appelle à une dépolitisation de cette question historique au bénéfice d'un enseignement des faits.

Pour Patrick Lussi, il faut tourner la page vis à vis du rapport Bergier mais pas de ce qui s'est passé. Le devoir de mémoire est important. Chaque année par exemple, il est présent à Carouge pour le Yom Hashoah.

Éric Leyvraz propose que ce devoir de mémoire soit fait en enseignant l'histoire correctement. « Il n'y a plus de chronologie aujourd'hui à l'école, on mélange tout. Les jeunes n'ont plus de perspectives et donc ne s'intéressent plus. On n'est passé d'une culture classique à une culture wikipédia. »

Céline Amaudruz rappelle que l'éducation et plus particulièrement l'histoire est importante. « Je sais ce qui s'est passé de 39 à 45 et je ne suis donc pas dans un état d'esprit de négation. Cela dit l'enseignement à Genève est faible et pas seulement en histoire. Nous sommes quand même à Genève, les cancrs de la Suisse au niveau de la formation. »

Antisémitisme: Julien Fonjallaz, candidat UDC

La seconde partie de ce petit déjeuner est consacrée aux propos clairement antisémites tenus par Julien Fonjallaz sur son site Internet que la CICAD a déjà dénoncé. « *La collusion entre les nationalismes allemand et juif, qui se concrétisa par la collaboration entre le sionisme et le nazisme* »; la Commission Bergier est qualifiée de « *5ème colonne en Suisse du Congrès juif mondial* » ou bien encore « *la liste jaune des victimes du sionisme et du SionIntern* » sont quelques exemples des nombreux textes mis en ligne. **Alain Bruno Lévy** et **Johanne Gurfinkiel** ont rappelé qu'un parti ne pouvait pas avoir un antisémite parmi ses candidats. Ils ont ainsi demandé à plusieurs reprises quelles allaient être les mesures prises avant la fin des élections, ajoutant qu'il y avait un risque réel en termes d'image d'avoir un tel candidat exposé publiquement. **Céline Amaudruz** explique la présence de ce candidat au sein de son parti par ces mots : « Je ne google pas tout le monde lors de l'inscription à notre parti. Certes vous me faites part de cette situation mais après la validation du 1^{er} juillet de la liste des candidats. Tout est à présent édité et terminé. Fonjallaz ne sera pas le candidat avec le plus de chance d'être élu ce qui va vous rassurer. Je ne peux cependant pas l'exclure sans avoir de motifs. Maintenant que vous nous avez expliqué ses propos, je vais vérifier ce dossier et le donner au Comité directeur. S'il continue à avoir des propos à caractère antisémite, les élections finies nous prendrons les mesures adéquates et vous tiendrons au courant. Nous ne pouvons pas anticiper les propos de nos élus mais nous pouvons réagir. » Face à cette réponse, la CICAD a demandé une position de l'UDC avant les élections.



Dernier développement.
Source 20 minutes, 26 septembre 2013

L'UDC:

- Est clairement contre tous signes ostentatoires religieux au sein des établissements scolaires pour les enseignants et élèves,
- Ne souhaite pas d'une société genevoise qui prennent en compte les spécificités de chacune des communautés religieuses présentes,
- Regrette que la Commission Bergier ait un aspect accusateur envers la Suisse et ne soit uniquement focalisée que sur le nombre de Juifs refoulés,
- Demande que le programme d'histoire enseigné aux élèves soit plus approfondi sur la période de la Seconde guerre mondiale et du rôle de la Suisse,
- A été mis au courant des propos antisémites tenus par un de ses candidats et prendra les décisions adéquates en accord avec le Comité directeur du parti.



La délégation de la CICAD de gauche à droite; Philippe Grumbach, Sabine Simkhovitch Dreyfus, Alain Bruno Lévy et Johanne Gurfinkiel.

Composition des délégations

UDC:

Céline Amaudruz, Présidente
Patrick Lussi, Vice-président
Éric Leyvraz, Vice-président

La CICAD:

Alain Bruno Lévy, Président
Philippe Grumbach, membre du bureau et du comité
Sabine Simkhovitch Dreyfus, membre du bureau et du comité, Vice-présidente de la FSCI
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

« Il est primordial d'avoir un organisme tel que le vôtre qui s'occupe de pédagogie. Il ne suffit pas seulement de combattre le racisme et l'antisémitisme, il faut aussi préparer le terrain. »

Béatrice Hirsch, Présidente PDC Genève



La rencontre du 30 septembre avec le PDC Genève, présidé par Béatrice Hirsch, s'est déroulée dans une atmosphère candide. La Présidente, accompagnée des deux candidats au Conseil d'État Serge Dal Busco et Luc Barthassat, ont échangé sur la discrimination, l'actuel débat sur les signes religieux à l'école mais aussi la sécurité de la communauté juive et la montée des groupuscules d'extrême droite. Pour le PDC ce type de rencontre est nécessaire car un dialogue de confiance s'instaure entre politiques et acteurs de la Cité.



De gauche à droite la délégation du PDC Genève; Sophie Buchs Secrétaire générale, Béatrice Hirsch Présidente, Serge Dal Busco et Luc Barthassat candidats au Conseil d'État.

Discrimination et racisme

Alain Bruno Lévy a demandé aux membres du parti quelle était leur opinion sur les questions de religion au sein d'une société laïque comme en Suisse, l'approche étant différente dans chacun des cantons, et s'ils avaient connaissance de la distinction à faire entre xénophobie, discrimination, antisémitisme et racisme.

Béatrice Hirsch, a d'abord rappelé qu'au sein du parti, Patrick Schmied s'était beaucoup investi pour permettre le vote d'une loi en 2002 sur l'éducation du fait religieux à l'école. Pour elle, il faut prendre en compte qu'à Genève se côtoient des centaines de nationalités et cultures différentes et qu'il faut inculquer cette spécificité aux élèves pour mieux comprendre la notion de «vivre ensemble». «Nous sommes convaincus que laïc ne veut pas dire nier l'existence et l'importance des religions dans la vie de nos citoyens.» Le projet de loi, sur les signes religieux ostentatoires, est selon elle un débat uniquement sur le voile qu'elle ne cautionne pas. «Je préfère que les enfants viennent à l'école avec des signes religieux, tels que le voile, plutôt que pas du tout ». Le PDC a donc choisi en réponse de déposer une motion sur la question de la laïcité en proposant au Conseil d'État un code de bonne conduite à l'école. Élaboré en concertation avec les représentants des différentes religions

recensées à Genève, l'objectif est de concilier la laïcité et la liberté religieuse dans une société de plus en plus hétérogène.

Signes religieux ostentatoires

Sabine Simkhovitch Dreyfus, soulève la question à l'école des signes religieux et l'aménagement des jours particuliers de fêtes à l'école et les répercussions sur les élèves juifs qui jusqu'à présent avaient obtenu des solutions pragmatiques, remises aujourd'hui en question. Pour **Béatrice Hirsch**, ces questions sont inclus dans le code de bonne conduite proposé. « L'élève doit comprendre que ce n'est pas seulement une dispense mais que cela doit être discuté. L'acceptation de l'autre passe aussi par l'intégration des spécificités de chacun. »

Connaissance des activités de la CICAD

Serge Dal Busco connaît l'activité de la CICAD et n'a pas manqué de rappeler que le travail réalisé était d'une extrême importance, indispensable tout comme le devoir de mémoire qui reste fondamental. « Je ne manque aucune commémoration de Yom Hashoah avec l'ensemble de la communauté genevoise. Cette manifestation est prenante et faite avec une grande sensibilité. C'est réellement un événement marquant ». Il s'associe plus largement aux travaux de la CICAD de lutte contre la discrimination et

l'antisémitisme, un combat juste qu'il partage personnellement mais aussi en tant que député PDC.

Journée contre les discriminations

L'ensemble des membres présents du PDC sont entièrement d'accords sur la mise en place d'une telle journée. **Luc Barthassat** met en avant l'importance des cours sur les religions dès le plus jeune âge pour éviter de nouveaux problèmes entre élèves comme ce fut le cas dans les écoles publiques auparavant. Le rôle des associations telles que la CICAD est essentiel. « C'est une approche nécessaire, les jeunes ne sont pas assez informés. Certains ont des croix gammées tatouées sur le bras sans savoir la signification. Que font les parents ? Ils ont un véritable rôle à jouer. » Il ajoute qu'une telle journée doit rassembler toutes les associations qui luttent contre les discriminations qu'elles soient religieuses, sociales ou encore sexuelles pour éviter de contribuer au populisme ambiant qui tentent trop souvent de trouver des boucs émissaires.

Ce projet est pour **Serge Dal Busco** une très bonne approche. Selon lui «rencontrer des enseignants permet de cibler les jeunes».

Influence des conflits au Moyen Orient

Alain Bruno Lévy rappelle qu'il y a une politique peu équilibrée et sans neutralité



De haut en bas:

1. La délégation CICAD: Philippe Grumbach, Sabine Simkhovitch Dreyfus, Alain Bruno Lévy et Johanne Gurfinkiel.
2. Béatrice Hirsch Présidente, Serge Dal Busco et Luc Barthassat.
3. Autour de la table les deux délégations partagent des valeurs communes.

Le PDC :

- A élaboré et proposé un code de bonne conduite à l'école en réponse au projet de loi de Pierre Weiss sur les signes religieux ostentatoires,
- Soutient la journée contre les discriminations qu'il qualifie d'approche nécessaire pour mieux informer les jeunes,
- Ne cautionne pas la position de la Ville de Genève par rapport au Proche-Orient qui devrait être faite uniquement par le gouvernement fédéral,
- Regrette que les politiques ne soulèvent pas plus la question de la sécurité des communautés,
- Reconnaît le travail de la CICAD pour lutter contre toute propagande des groupuscules genevois d'extrême droite.

de la Ville et du Canton de Genève qui soutiennent des associations aux causes discutables et peu fréquentables. Proches de milieux extrémistes, cela alimente un climat délétère. **Serge Dal Busco**, convaincu de cette situation, pense que pour apaiser ces tensions il faudrait une paix proche et durable au Proche-Orient et une neutralité politique. «Il y a une habitude de se profiler sur des sujets sensibles et hors du champ de l'instance politique concernée. La position de la Suisse par rapport au Proche-Orient devrait être faite par le gouvernement fédéral et en rester là. C'est un dépassement inadmissible des prérogatives.» Pour lui, un homme politique doit faire abstraction de son éducation, ses origines et de toute influence qu'on lui a inculqué. Les subventions de projets à certaines associations interpelle **Béatrice Hirsch**, qui estime qu'il est difficile de bien analyser chaque demande et de connaître chaque organisme. «En politique il y a aussi une part de donnant donnant. Une responsabilité parfaitement partagée devrait être faite mais nous ne regardons pas assez en profondeur ces projets souvent par manque de temps. »

Sécurité de la communauté juive

Le Président de la CICAD met en évidence la problématique sécuritaire que rencontre la communauté juive. «Citoyens suisses, nous devons cependant protéger nos synagogues, ce qui est une source d'inquiétude constante. Aucune autre communauté ne le fait, ce n'est pas normal.» **Luc Barthassat** a souhaité savoir si un dialogue était établi avec les autres communautés pour diminuer les risques. «C'est le rôle du politique de mettre autour de la table toutes les communautés au sein d'une Genève internationale. Le discours est important.» Quant à **Serge Dal Busco**, il regrette cette situation qu'il qualifie d'inacceptable. «Il faut prendre des précautions, si des actes antisémites sont commis c'est notre devoir de s'élever contre ces agissements. Le climat aujourd'hui à Genève qui s'impregne dans notre société est nauséabond.»

Extrême droite

Autre sujet préoccupant et abordé par **Johanne Gurfinkiel**: la montée des groupuscules d'extrême droite à Genève. «Il y a un manque d'information des politiques au sujet des groupes d'extrême droite qui se développent et que nous dénonçons. Nous sommes extrêmement préoccupés par cette situation.» **Luc Barthassat**, conscient de cette préoccupation qu'il partage également, a mentionné la situation des pays limitrophes de la Suisse ou ces groupuscules ont de plus en plus d'importance. «On assiste par

exemple à une véritable propagande dans les universités. Il ne faut rien laisser passer. La CICAD est forte pour dénoncer cela ce qui n'est pas le cas d'autres organismes.» Signalant également le manque de moyens de la police genevoise pour agir, il s'inquiète de l'adhérence de plus en plus de jeunes à ces milieux. **Serge Dal Busco** rejoignant cette prise de position ajoute « Un climat de haine s'instaure, nourrit par une banalisation de propos inqualifiables à l'égard des communautés.» Enfin **Béatrice Hirsch** n'a pas manqué de rappeler qu'il était nécessaire d'instaurer un dialogue avec les politiques qui amènera une confiance et ainsi permettra de travailler avec la CICAD sur l'ensemble des sujets cités lors du débat. «Il ne faut pas hésiter à utiliser des relais politiques.»

« Les informations que vous nous donnez sont très intéressantes et bien souvent nous n'y avons pas accès. Vous faites un travail très utile. » Sophie Buchs, Secrétaire générale PDC Genève

Composition des délégations

PDC:

Béatrice Hirsch, Députée, Présidente PDC Genève

Serge Dal Busco, Député, Conseiller administratif, membre du Comité PDC Genève et candidat au Conseil d'État

Luc Barthassat, Conseiller national, membre du Comité PDC Genève et candidat au Conseil d'État

Sophie Buchs, Secrétaire générale PDC Genève

La CICAD:

Alain Bruno Lévy, Président

Philippe Grumbach, membre du bureau et du comité

Sabine Simkhovitch Dreyfus, membre du bureau et du comité, Vice-présidente de la FSCI

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général



« Il y a une certaine liberté aujourd'hui à utiliser des symboles lourds de sens comme des croix gammées et en tant que politique nous devons faire attention à ce genre de dérive. »

Sandrine Salerno, Maire de Genève

Satisfaite de rencontrer la CICAD, la délégation du Parti Socialiste a fait part de son orientation politique en toute franchise sur les problématiques rencontrées par l'Association. Parmi les demandes de la CICAD, l'utilité d'une neutralité politique dans les conflits internationaux et l'engagement attendu des élus face à la discrimination ont suscité un vif débat. Suite à cette rencontre, Sandrine Salerno a proposé de poursuivre ces discussions pour parler de ses futurs projets.

Éducation

Sandrine Salerno constate qu'il y a un vrai travail à faire sur l'histoire contemporaine et sur celle de la Seconde guerre mondiale en Suisse. « Il faut non seulement raconter l'histoire mais surtout parler des moments vécus. Il faut apprendre les mécanismes qui ont conduit à l'émergence du pouvoir nazi pour ne pas les reproduire. » Considérant qu'avec les nouvelles générations créer un lien avec ce passé reste compliqué, elle rappelle l'importance du devoir de mémoire pour éviter toute dérive. « Il y a une certaine liberté aujourd'hui à utiliser des symboles

lourds de sens comme des croix gammées et en tant que politique nous devons faire attention à ce genre de dérives. »

Journée contre les discriminations

La proposition de la CICAD de créer une journée de lutte contre les discriminations dans les écoles, laisse **Anne Emery-Torracinta** interrogative. « Le travail de sensibilisation pourra passer dans le cadre de programme scolaires. Enseignante d'histoire depuis 1978, je n'ai pas attendu les Conseillers d'État pour m'intéresser aux discriminations et la Shoah. Les enseignants ont par ailleurs du matériel pédagogique pour en parler dont celui de la CICAD.

Internet

Anne Emery-Torracinta met en parallèle l'utilisation d'Internet pour les élèves dans le cadre scolaire et les contenus à caractère antisémite qui y circulent. « On utilise de plus en plus Internet avec les élèves. Il y a avec le DIP, un filtrage, théorique de sites mais on trouve quand même toutes les horreurs du monde. Faut-il signaler à la CICAD ce genre de sites ? » **Johanne Gurfinkiel** conscient de

ce problème indique que la CICAD répondra toujours présente face à toute expression d'antisémitisme tout en étudiant la solution la plus adaptée.

Maison de la Mémoire

Anne Emery-Torracinta, souhaite que soit créé un musée de la Shoah en Suisse, ce qui aurait selon elle un fort impact. « Cela demanderait des moyens extrêmement importants mais en terme de message à faire passer ce serait remarquable. » La CICAD, qui a en effet un projet de Maison de la Mémoire à Genève, indique qu'un tel projet nécessiterait en effet un partenariat avec les autorités et accueille avec enthousiasme cette proposition.

Extrême droite

La montée de groupuscules d'extrême droite, le développement de la discrimination et du racisme est pour **Sandrine Salerno** un réel problème. « Ce n'est pas parce qu'on est une démocratie que l'on peut entendre tout et n'importe quoi. Je pense notamment aux campagnes d'affichage de l'UDC et les propos tenus par Laurent Leisi du MCG. Il



De gauche à droite la délégation du PS de Genève : Roger Deneyts candidat au Conseil d'État, Sandrine Salerno Maire de la Ville de Genève, Cyril Mizrahi candidat au Grand Conseil et Anne Emery-Torracinta membre du Comité.

faut construire une société avec les pouvoirs publics en faisant attention à ces dérives et à la montée des mouvements d'extrême droite tout autour de la Suisse. » Une analyse que partage la CICAD qui réalise un travail important sur ce sujet en collaborant avec les autorités et la Police.

Écoute Contre le Racisme

Johanne Gurfinkiel présente à la délégation du PS, Écoute Contre le Racisme, qui rassemble les associations luttant contre le racisme à Genève. « ECR existe depuis un an mais a du mal à se développer. Il y a certes une aide financière du Canton mais pas de la Ville. » Pour **Sandrine Salerno**, la réponse est simple. La Ville a un déficit conséquent et a pris le parti de ne plus financer de projets pour l'instant. Elle rappelle cependant que la Ville met en place depuis 2007 un travail de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'égalité homme femme et l'homophobie mais qui n'est pas sans rencontrer des contraintes. « À Genève on a beaucoup de peine à construire des politiques publiques de lutte contre les discriminations. Elles font toujours débat car on trouve toutes mes prises de positions, politiques. La loi sur les immigrés par exemple a été portée par les associations et non les politiques. La CICAD pourrait me proposer des projets, nous pourrions envisager des appuis ponctuels. »

Neutralité politique

Alain Bruno Lévy souhaite de la part de la Ville et du Canton une neutralité politique pour éviter de donner un sentiment de parti pris idéologique notamment dans le conflit israélo-palestinien. **La Maire de Genève** comprend et ajoute qu'à titre d'exemple, elle agit par conviction personnelle. « En tant que Maire de Genève j'ai accepté l'invitation de venir au GIL pour fêter en septembre la nouvelle année. Par contre, pour venir assister à une journée de débats avec Hani Ramadan je ne donne pas mon accord. » Pour elle, la solution est d'amener le dialogue avec les autorités et l'actuel Conseil administratif. « Nous sommes cinq. Lorsque le pianiste Estrella vient au Victoria Hall et apporte lors d'une soirée son appui à trois associations anti-israéliennes, ce n'est pas le Conseil administratif qui l'autorise. Il s'agit uniquement d'un accord entre Remy Pagani et Samy Kanaan. Je n'ai malheureusement pas un pouvoir d'ingérence sur ce que font les autres, je ne sais pas forcément ce qu'ils font mais vous n'aurez pas cependant cette neutralité politique que vous souhaitez. »

Roger Deneys n'est pas contre l'idée d'une neutralité politique mais il émet quelques réserves quant aux conséquences d'une telle

règle. « Il faut trouver un juste milieu car si la mise en place d'une neutralité a pour conséquence de ne plus rien faire ni dire, cela me dérange. Être neutre serait pour Genève, par exemple, de ne jamais s'occuper du conflit entre Israël et les territoires palestiniens ? Je ne pense pas que cela soit idéal comme raisonnement. » Un point de vue également partagé par **Cyril Mizrahi**, qui comprend la préoccupation de la CICAD, avec qui il entretient de bonnes relations depuis des années. « Si je prends votre association comme exemple, un certain nombre de vos activités ont un intérêt public. Certains pourraient reprocher par exemple à la CICAD ses prises de position en considérant qu'elles ne sont pas neutres. De par cette position non neutre, vos activités ne présenteraient plus d'intérêt au grand public ? Je n'en suis pas convaincu. Selon moi, la neutralité ne permettrait plus aux associations d'avoir une liberté de paroles et d'actions. Ce n'est pas souhaitable. Les pouvoirs politiques doivent aider les associations mais garder une certaine réserve. »

Signes religieux ostentatoires

Pour **Anne Emery-Torracinta** le problème n'est pas uniquement le port du voile mais plus globalement ce qui se passe dans les écoles avec des demandes de diverses communautés. « Je souhaite que l'école reste un endroit laïc et serein. On peut s'arranger pour ne pas mettre un examen le jour d'une fête religieuse mais il faut rester strict. J'aimerais qu'on liste l'ensemble des problèmes rencontrés par les élèves des différentes communautés et qu'on en discute en toute sérénité. »

Roger Deneys a un avis plus tranché sur la question. Pour lui, cette motion, déposée par Pierre Weiss, arrive pendant la campagne électorale pour obtenir des voix supplémentaires d'électeurs. « Ce projet de loi est clairement calculé. C'est juste avant les élections. Il faut que la CICAD demande à être auditionnée pour éviter un quelconque amalgame ou dérive avant que ce projet de loi soit voté. Vous êtes légitimes pour en parler en tant qu'association luttant contre le racisme et l'antisémitisme. »

Composition des délégations

Le Parti Socialiste:

Sandrine Salerno, Conseillère administrative, Maire de Genève

Anne Emery-Torracinta, membre du comité du PS Genève

Roger Deneys, Député au Grand Conseil, candidat au Conseil d'État

Cyril Mizrahi, candidat au Grand Conseil



La délégation du PS de Genève attentive aux problématiques soulevées par la CICAD.

Le Parti Socialiste :

- Est pour la journée de la discrimination mais souhaiterait également des programmes scolaires plus aboutis pour les élèves,
- Est très favorable à la création d'un musée de la Shoah à Genève pour avoir un plus fort impact sur le devoir de mémoire,
- Est pour construire une société avec les pouvoirs publics en faisant attention à toute forme de dérive et à la montée des groupuscules d'extrême droite,
- Pense que pour la problématique de neutralité politique de la Ville, la solution est d'amener le dialogue avec les autorités et l'actuel conseil administratif,
- Est pour la sécurité des communautés, rappelant qu'il faut de la discrétion et envisager un projet de loi qui ne parle pas spécifiquement d'une communauté,
- Est contre le projet de loi sur l'interdiction des signes religieux ostentatoires à l'école.

La CICAD:

Alain Bruno Lévy, Président

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

«Nous sommes contre toute discrimination. Quand il y a des conflits, il y a de l'ignorance. La formation est essentielle pour expliquer la notion de vivre ensemble à nos concitoyens.»

Laurent Seydoux, Vice-président suisse des Verts Libéraux



De gauche à droite la délégation des Verts Libéraux: Sue Putallaz, Présidente et candidate au Grand conseil, Luc Heimendiger, Membre du Comité, Louis-Charles Lévy, délégué genevois, Membre du Comité, candidats au Grand conseil et Laurent Seydoux, Vice-président suisse Verts Libéraux, candidat au Conseil d'État.

La délégation des Verts libéraux a rencontré pour la première fois la CICAD. Ce jeune parti qui existe depuis 2010 se distingue des Verts, selon Laurent Seydoux, par son positionnement libéral et humaniste qui le caractérise. Satisfaits de cet échange, les membres du parti ont notamment mis en évidence qu'ils partageaient avec la CICAD les mêmes préoccupations.

Discrimination et racisme

Ne pas banaliser et ne pas laisser de place aux amalgames est essentiel pour **Laurent Seydoux**. « La haine des autres, la différence de l'autre sont des termes utilisés par le MCG notamment. Nous sommes contre toute discrimination quelle qu'elle soit. On se rend compte que quand il y a des conflits c'est qu'il y a de l'ignorance. La formation est essentielle pour expliquer la notion de vivre ensemble à nos concitoyens et combattre l'antisémitisme». **Sue Putallaz** ajoute que sur la formation: « Il faut inculquer à nos enfants le respect des religions. On peut utiliser des expositions pour sensibiliser les gens. Si elles sont organisées par des associations telle que

la CICAD c'est mieux. Des associations civiles sont essentielles et sont complémentaires avec les pouvoirs publics. Elles ont une meilleure connaissance et sont plus pertinentes. Nous ne parlerons pas mieux que vous de l'histoire, de la Shoah».

Neutralité politique

Laurent Seydoux rejoint la position d'Alain Bruno Lévy qui souhaite une neutralité politique lors des prises de positions de la Ville et du Canton de Genève. « Il ne faut pas ramener de conflits internationaux en Suisse. Si l'on veut faire de la politique extérieure, nous avons des organisations internationales. Toute organisation venant faire du prosélytisme pour un parti quel qu'il soit n'a pas sa place. Il faut combattre ces prises de position.»

Internet

Modérer les commentaires postés face aux propos inadmissibles des internautes, est un travail de longue haleine pour la CICAD, qui continue de surveiller ces plateformes pour éviter le moindre dérapage. **Alain Bruno**

Lévy ajoute que «La dénonciation des actes antisémites passe avant tout par la réactivité des médias mais aussi des politiques qui doivent continuer de prendre leur responsabilité.» **Louis-Charles Lévy** comprend cette problématique car, lui même par son nom, doit faire face à cet antisémitisme latent. «En ce qui me concerne, sur Internet il suffit que je mette un commentaire avec mon nom et j'ai d'office des commentaires discriminatoires, notamment sur Facebook. Je m'abstiens de toute réponse car je me demande quelle est l'utilité de répondre et de nourrir ces contenus. Il faut lutter contre ces commentaires et rester vigilant. Le MCG par exemple a une tendance à utiliser des termes outranciers et abjects avec un vocabulaire extrêmement dangereux qui institue la haine et déprécie l'autre. » Pour lui, la justice a un rôle à jouer également pour enrayer ce fléau. «J'ai toujours eu une sensibilité pour l'appareil juridique même s'il reste assez faible en Suisse. On n'a pas encore pris conscience de ce danger. En tant que politique, bien sur il y a un rôle à jouer.»

Signes religieux ostentatoires

Louis-Charles Lévy n'est pas contre le port de signes religieux dans les écoles sous réserve du respect des règles. « Quel serait le problème qu'une jeune fille porte le voile à l'école si elle respecte les règles républicaines de l'école ? Elle peut s'habiller comme elle l'entend. Par contre si on évoque le problème du respect des règles scolaires, il faut être intransigeant. Il ne faut pas que cela déborde. Le parti n'a pas une position claire à ce sujet. Il y a cependant une logique. Nous sommes pour la tolérance. » Quant à la proposition de mettre les enfants dans des écoles religieuses, soulevée par le Président de la CICAD, **Sue PUTALLAZ** n'y est pas favorable. « Personnellement je partage la pensée de Martine Brunschwig Graff, Conseillère nationale. Vous avez pointé la problématique du communautarisme et du danger du repli sur soit des communautés. En suisse concrètement on parle de quoi en termes de chiffre ? C'est un faux problème. »

Hani Ramadan

Johanne Gurfinkiel qui n'entend pas les partis se manifester pour dénoncer les propos antisémites d'Hani Ramadan, autodésigné représentant de la communauté musulmane avec des propos extrémistes, souhaite avoir l'avis du parti. **Sue Putallaz** estime que ce dernier ne représente pas la communauté musulmane qui dans sa grande majorité ne souscrit pas aux positions de Hani Ramadan. « Il a des propos qui sont très populistes, extrêmes qui lui permettent d'être médiatisé. C'est une stratégie. Il n'a aucune légitimité. Le problème est qu'on lui donne un statut alors qu'il ne représente que lui-même. Cependant, la problématique reste présente. »

Montée des extrémistes

Alain Bruno Lévy rappelle l'inquiétude de la CICAD de voir combien certaines personnes peuvent avoir une influence sur le débat et être un vecteur antisémite auprès de la population. Pour le Président de la CICAD, les politiques, acteurs de la cité, doivent être sensibles à ce phénomène. Selon **Sue Putallaz**, on peut lutter en apportant des propositions. « On s'est surement assoupi sur notre paix social et du travail qui va bien mais il faut rester vigilant pour ne pas être remis en question par des trouble-fêtes qui a petit dose instituent la haine, ce qui n'est pas acceptable. »

Pour **Louis-Charles Lévy**, en terme de solution, c'est à la CICAD de répondre en tant que professionnels. « Cela évite aussi des débordements. »

Luc Heimendiger partage, en tant que membre de la LICRA, la préoccupation de la CICAD. « La solution c'est aussi de tenter d'approcher l'entourage de ces gens extrémistes pour tenter de les responsabiliser car ils sont plus légitimes. Il est difficile de dialoguer sur des choses que nous savons complexes. La communication parfois des politiques est simpliste. Il faut des slogans, de la simplification. C'est extrêmement difficile pour vous comme pour nous d'être, compréhensible, synthétique quand on a conscience de la complexité des choses. L'appareil politique doit garantir une grande liberté d'expression pour lutter contre cette montée des extrêmes. Dans quelle mesure nous, partis politiques et vous, associations, nous pouvons stimuler les genevois. Pour que les gens s'expriment il faut qu'ils aient le sentiment qu'ils le peuvent. »

Laurent Seydoux partage l'idée de Luc Heimendiger sur l'utilité de la communication pour faire bouger les choses. « Ce qui pourrait être intéressant c'est que des partis politiques ou d'autres organisations réussissent à partager cette problématique en utilisant les relais de chacun. Vous pouvez réagir car vous êtes légitimes sur les questions de discrimination, racisme. Vous avez des moyens et l'historique. Il faut que vous nous

Compte politique des délégués
Or, il est important que nous soyons actifs en matière de communication au sein de notre société.

Verts Libéraux :

Sue Putallaz, Présidente Verts Libéraux, candidate au Grand conseil,
Laurent Seydoux, Vice-président suisse Verts Libéraux,
Louis-Charles Lévy, délégué genevois, Membre du Comité, candidat au Grand conseil,
Luc Heimendiger, Membre du Comité Verts Libéraux.

la CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président
Laurent Selvi, Membre du comité
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Les Verts Libéraux:

- Dénoncent la haine de l'autre prônée par certains partis ainsi que toute forme de discrimination,
- Souhaitent une neutralité politique de la part de la Ville de Genève,
- Sont conscients de l'importance de la modération des commentaires sur Internet pour enrayer les propos antisémites,
- N'a pas pris de position officielle sur la motion proposée des signes religieux ostentatoires dans les écoles,
- Proposent de discuter avec l'entourage des personnes extrémistes pour les sensibiliser et stopper les prises de positions inqualifiables.

Une discussion cordiale sur un certain nombre de problématiques en lien avec les activités de la CICAD.



« La lutte contre les discriminations est centrale dans notre programme tout comme l'extension des droits humains à l'ensemble de la population. »

Pierre Vanek, membre de la direction locale de Solidarités Genève

Solidarité Genève, qui se considère comme le parti le plus à gauche de l'échiquier politique, a durant cette rencontre affiché une orientation différente de celle de la CICAD sur de nombreux points. Satisfaits de cette rencontre les deux membres présents du parti ont ainsi répondu aux questions sur l'antisémitisme et sa banalisation au sein de la société ou encore sur la laïcité. Sujets de discord évoqués, la neutralité politique souhaité par l'Association ou bien encore l'influence du conflit du Moyen-Orient dans la sphère politique genevoise. Une rencontre cordiale mais avec des convictions divergentes clairement assumées.



La délégation Solidarités Genève: Pierre Vanek et Tobia Schnebli, Conseillers municipaux Ville de Genève, membres de la direction locale de Solidarités Genève et candidats au Grand Conseil.

Racisme, discrimination, antisémitisme

Pierre Vanek partage l'idée d'Alain Bruno Lévy de dénoncer au sein de Genève un racisme latent et un manque de distinction entre le racisme envers l'étranger et celui existant entre citoyens genevois. « Solidarité a un engagement résolu dans la lutte contre le racisme comme phénomène social mais aussi structurel. Nous sommes contre toutes les formes de racisme développées en particulier par les formations d'extrême droite. La campagne haineuse que mène le MCG à Genève contre les frontaliers par exemple qu'il qualifie de boucs émissaires est quelque chose que nous dénonçons. Il y a une véritable propagande à Genève avec une réelle discrimination de l'étranger. La lutte contre les discriminations est centrale dans notre programme tout comme l'extension des droits humains à l'ensemble de la population. »

Pour **Tobia Schnebli**, cette montée du racisme est la conséquence d'un climat économique fragilisé. « Le contexte actuel depuis ces dernières années est marqué par un repli identitaire. La politique économique et sociale fragilise la population et donne aux mouvances nationalistes la possibilité de mettre en avant des boucs émissaires. L'initiative anti-minarets par exemple ne vient pas des étrangers mais d'une partie de nos concitoyens. »

La laïcité

Pierre Vanek rappelle que le parti n'a pas une position claire sur ce sujet. « J'ai une conception de la laïcité qui n'est pas celle de notre coalition, plus offensive à la française. Pour moi, il faut faire la distinction entre l'État et la religion. La liberté de conscience est un droit absolu. Je suis pour un débat philosophique et non la mise en place de règles étatiques. »

Signes religieux ostentatoires

Concernant l'initiative sur l'interdiction des signes religieux ostentatoires actuellement débattue, **Pierre Vanek** n'est pas favorable. « Je défends le point de vue d'une liberté personnelle, nous devons accepter la diversité même dans la fonction publique. Je trouve normale que l'on puisse travailler avec un voile ou une kippa. Ces questions ne se règlent pas par des mesures administratives. Afficher sa conviction religieuse ne me pose pas de problème. Je ne pense pas que nous soutiendrons ce type de mesure. Je suis pour le respect de la liberté individuelle, l'État doit la reconnaître. »

Approche internationale

Alain Bruno Lévy a souhaité connaître le point du vue du parti sur le rôle que doit avoir la Ville et le Canton de Genève concernant les questions de politique internationale.

Tobia Schnebli n'y voit pas d'inconvénient. Pour lui, il ne faut pas occulter le rôle de Genève dans les questions internationales. « Je suis favorable à ce genre de position. Il faut se baser sur la tradition de Genève comme une cité de refuge et comme le siège d'institutions telles que le CICR et l'ONU. Il faut aussi rappeler toutes les références d'engagement pacifique pour trouver des solutions aux conflits. Se référer à des moyens non violents est cohérent, c'est aussi reconnaître ce qu'est Genève. »

Banalisation des symboles historiques dans les campagnes d'affichage

Le Président de la CICAD dénonce l'utilisation de symboles historiques comme des croix gammées et fil barbelé utilisés dans les affiches de campagnes politiques et qui doivent être supprimées. « C'est une banalisation des faits pour choquer, avoir une campagne de communication marquante. Les limites ne doivent pas être franchies. »

Tobia Schnebli a une autre perception. « Je n'avais pas vu cette affiche des jeunes Verts lors de la votation sur le droit d'asile du 9 juin. Certes, il y a la présence de fil barbelé et de croix gammées et vous vous insurgez contre l'utilisation de ce type de symboles. Mais cela reste caricatural avec une référence historique. Le barbelé me fait plutôt penser à la frontière suisse. C'est votre perception de

l'affiche. Tout dépend du passé auquel on se réfère.» **Pierre Vanek** ajoute que la banalisation n'est pas forcément une mauvaise chose. « Ne pas se référer aux événements historiques marquants n'est pas la meilleure solution. On doit s'y référer pour ne pas oublier. Ne doit-on pas pouvoir utiliser ce type de référence dans un débat politique ? »

Johanne Gurfinkiel explique qu'une telle banalisation amène les jeunes générations à ne plus comprendre où est la limite à ne pas dépasser dans les propos et les attitudes du quotidien. Pour **Tobia Schnebli** qui ne partage pas cette perception, il interroge la CICAD. « Si à la place des croix gammées il y avait eu un tampon J comme image pour illustrer les propos, votre réaction aurait-elle été la même ? Il y a une divergence. Ce n'est pas la banalisation, mais de mon point de vue le risque et le danger de répéter l'horreur absolue est beaucoup plus présent que ce qu'on imagine. Quelque part je ne serais pas inquiet que d'autres utilisent aussi ce rappel historique pour leur combat politique, c'est entièrement respectable. »

Pierre Vanek appui l'opinion de son collègue. « Vous portez un jugement sur des situations qui ne sont pas comparables. Je ne veux pas ouvrir ce débat maintenant car nous ne serons pas d'accord. C'est une démarche qui vient d'un sentiment de révolte et vous pouvez considérer que c'est inapproprié. »

Neutralité politique

Alain Bruno Lévy rappelle qu'il y a un risque de créer un sentiment d'inégalité lorsque la Ville de Genève laisse entendre qu'elle soutient dans le conflit israélo-palestinien une des deux parties en donnant par exemple des subventions à des associations palestiniennes qui ont des activités politiques contestables.

Tobia Schnebli ne voit pas le problème. « 0,7% du budget du Canton est pour la promotion d'activités internationales pour la paix, les droits humains et la citoyenneté. Cela comprend notamment le développement des droits de l'homme mais aussi un soutien à l'anti-racisme et la lutte contre l'antisémitisme. Si on accepte cela on doit admettre que l'appui à des organisations engagées dans ce sens se justifie. La question est de savoir à partir de quel moment vous définissez si une association est politique. Sinon vous ne financez plus personne. C'est regrettable par exemple, d'être précédé où suivi dans une prise de position publique par des représentants d'organisations contestables. Il faut être attentif à cela. Quand on s'exprime publiquement il faut faire attention à la communication que l'on renvoi. »

Pierre Vanek rebondit sur l'utilisation des fonds publics. « Il n'y a pas de réponse

spécifique sur votre question. Il faut élire des parlementaires attentifs à ne pas cautionner des utilisations inappropriées de fonds publics. On doit avoir des commissions de contrôle de la Cour des comptes. L'appareil démocratique doit fonctionner pour s'assurer que les fonds sont utilisés correctement. Nous sommes dans notre parti, pour une transparence totale. »

Conflits au Moyen-Orient

Le Président de la CICAD souhaite que l'on évite de favoriser une partie par rapport à l'autre au sein de ce conflit. « Que la ville soutienne une association pro-palestinienne certes, mais il faudrait un équilibre. Quel est le but suivi par l'organisation ? si c'est social ou éducatif ce n'est pas pareil qu'une association politique. » Pour **Tobia Schnebli**, il n'y a pas lieu de se justifier. « Si dans cette complexité il y a une boussole à laquelle se référer, je pense que c'est le droit international. Lorsque vous aurez des rapports d'organisation reconnue comme Amnesty international qui dénonce les violations des droits humains d'un projet du collectif Urgence Palestine ou de Solidarité ou du Tribunal Russell sur la Palestine, à ce moment là vous aurez des arguments que nous serons obligé de reconnaître en tant que politique. Jusqu'à preuve du contraire sur la question du Victoria hall ce n'est pas à moi de justifier la décision de la Ville ou la politique et les agissements de cette association. »

Composition des délégations :

Solidarité Genève:

Pierre Vanek, Conseiller municipal Ville de Genève, membre de la direction locale de Solidarités Genève

Tobia Schnebli, Conseiller municipal Ville de Genève, membre de la direction locale de Solidarités Genève

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président

Laurent Selvi, Membre du comité

Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Laurent Selvi, Alain Bruno Lévy et Johanne Gurfinkiel représentent la CICAD.



Solidarité Genève :

- A fait de la lutte contre le racisme une de ses priorités,
- N'est pas favorable à l'interdiction des signes religieux ostentatoires dans les écoles et plus globalement dans les lieux publics,
- N'a pas la même perception que la CICAD sur l'utilisation des symboles de la Seconde guerre mondiale comme des croix gammées dans des affiches de partis politiques,
- Pense qu'il ne faut pas occulter le rôle de Genève, ville internationale, dans les interventions internationales sur les conflits existants.

Un débat animé entre les deux délégations autour de la table.





De gauche à droite: Sophie Creffield Secrétaire générale accompagnée des candidats au Grand Conseil que sont Gabriel Barillier actuel Président du Grand Conseil, Murat Julian Alder Vice-président, Pierre Conne Député au Grand Conseil et Vice-président du PLR, Lionel Halpérin candidat au Grand Conseil, Pierre Weiss Député au Grand Conseil et Vice-président du PLR Suisse, Alain Bruno Lévy Président de la CICAD et Johanne Gurfinkiel Secrétaire général.



« Le travail que vous faites pour éviter que l'on oublie, est indispensable. Je suis très sensible à votre mission.»

Gabriel Barillier, Président du Grand Conseil

La délégation du PLR, a remercié la CICAD pour l'ensemble de son travail qu'elle lui communique par la revue annuelle ou le rapport sur l'antisémitisme en Suisse romande. Des documents qu'elle lit avec attention et intérêt. Lionel Halpérin, membre du Comité de la CICAD, démontre les valeurs partagés, selon le PLR, par le parti et ses candidats. Sur de partagés les mêmes valeurs et convictions pour la Ville de Genève, le PLR a rappelé que la CICAD par sa réactivité et ses nombreuses interventions est un acteur clé de la Cité sur lequel le parti peut compter.

Commentaires antisémites et plateformes medias

Gabriel Barillier, qui connaît le travail que la CICAD effectue auprès des rédactions romandes pour lutter contre l'anonymat et les contenus antisémites postés, trouve inacceptable que les medias ne reconnaissent pas leur responsabilité. « C'est inadmissible de se laver les mains ainsi. Ce sont des vecteurs de communication, ils doivent être responsables. » **Pierre Weiss**, qui dispose d'un blog via le site de la Tribune de Genève, explique cette situation par une

faible existante au sein des rédactions. « Si je prends l'exemple de la Tribune, la centrale qui contrôle les blogs est à Paris. Ce qui veut dire qu'entre 6 et 8 heures, la Tribune de Genève n'intervient pas. On peut donc écrire n'importe quoi entre minuit et 8h, ce qui n'est pas normal. »

Montée du racisme, de l'antisémitisme

Face à la montée du racisme et de l'antisémitisme, **Alain Bruno Lévy** souhaite une réelle sensibilisation des partis politiques et des engagements concrets pour combattre un climat délétère que dénonce la CICAD.

Gabriel Barillier prend l'exemple du MCG. «Le problème est que Stauffer, qui ne veut pas d'antisémites au sein de son parti, ne contrôle rien. Il y a des risques de dérapage à chaque instant de ses membres mais aussi à l'UDC. Le PLR se bat contre ces dérives. La xénophobie est exacerbée par ces partis. Il faut faire attention aux propos que l'on peut lire. Éradiquer, virer, flinguer sont des termes qui n'ont pas leur place dans une campagne politique.» Pour **Pierre Conne**, la solution est un véritable travail de dépistage des termes autocratiques en amont mais aussi rappeler le rôle de la CICAD. « Il faut dire au sein de nos

entourages, que vous êtes attentifs à tout dérapage, qu'il ne faut pas hésiter à venir vous en parler lorsque la limite est franchie. »

Responsabilité des partis politiques

Johanne Gurfinkiel rappelle que la CICAD demande systématiquement aux partis politiques d'assumer leur responsabilité en cas de dérapage et n'hésite pas à leur signaler le cas échéant, ce qui est déjà arrivé par le passé. «Nous assumons nos prises de paroles et nos actions mais nous souhaitons que les partis politiques soient également attentifs.» **Lionel Halpérin**, qui connaît le travail réalisé par l'Association, souhaite que l'ensemble des partis de l'échiquier politique soient concernés. «Certes il y a des dérapages de l'extrême droite mais il y'en a aussi au sein des partis de gauche, il ne faut pas les négliger.»

Sophie Creffield, qui tient à signaler que le programme politique du PLR se base sur des valeurs partagées par la CICAD et qu'au sein de la liste PLR il y a un membre du Comité de l'Association, trouve absolument choquant et nauséabond ce que fait l'UDC. «C'est une position que nous nous devons de combattre. Notre interaction est d'autant plus intéressante que nous nous aidons

mutuellement pour dénoncer les propos de ces partis.»

Banalisation de la Seconde guerre mondiale

Alain Bruno Lévy dénonce l'utilisation dans les affiches de campagnes politiques des symboles de la Seconde guerre mondiale tels que des croix gammées ou des fils barbelés pour les jeunes Verts dernièrement, qui ne peut être tolérée. **Gabriel Barillier** est d'accord avec cette analyse et fait remarquer qu'encore une fois le MCG a des références qui n'ont pas lieu d'être. «Très récemment un candidat MCG a utilisé la formule pétainiste *Travail famille patrie*, soit il est ignard soit il l'a fait sciemment. À gauche il y a aussi des germes idéologiques et une réelle tradition antisémite qu'il faut combattre. Le travail que vous faites contre cette banalisation est justement pour éviter que l'on oublie. C'est un travail indispensable. Je suis très sensible à votre mission.»

Dialogue avec la communauté musulmane

Murat Julian Alder, souhaite savoir s'il existe des relations entre la CICAD et la communauté musulmane. **Alain Bruno Lévy** regrette le manque de relations mais l'explique par l'attitude des représentants à Genève. « Il y a deux représentants autoproclamés qui ne représentent pas cette communauté disparate. Les positions d'Hani Ramadan pour ne pas le citer, que vous connaissez, sont inqualifiables.»

Rôle de la presse envers les extrémistes

Alain Bruno Lévy regrette que les medias et plus particulièrement la presse romande laisse des personnes exprimer des propos nauséabonds et antisémites publiquement sous prétexte de représenter une communauté. **Lionel Halpérin** tente de trouver une explication. «Effectivement, la presse cherche des représentants et leur donne beaucoup trop d'importance. Elle publie des propos d'extrémistes alors que si c'était un représentant de l'extrême droite elle ne le ferait pas. Il y a clairement un malaise au sein de la presse qui n'ose pas censurer de tels personnages. On retrouve régulièrement dans la Tribune de Genève leurs publications. Les rédactions feraient mieux de choisir les bons interlocuteurs.»

Armée suisse, terrain antisémite

Murat Julian Alder amène le débat sur la proportion existante de personnes au sein de l'armée suisse susceptibles de cautionner les idées d'extrêmes droites et de tenir des propos antisémites. Pour lui, malgré le travail

effectué par l'armée de sensibilisation auprès des troupes, il reste encore beaucoup à faire.

Un point de vue partagé par **Johanne Gurfinkiel** qui apporte un éclairage. « Le service extrémisme qui contrôle, forme et sensibilise les troupes travaille sur ces questions. Mais je reste convaincu qu'il y a un réel souci car je doute de l'impact. Il faudrait de la part de l'armée une réelle mobilisation. C'est au niveau fédéral et non local qu'il faudrait mettre en place un certain nombre de choses. La CICAD sait par exemple qu'il y a des activistes qui portent l'uniforme et qui tiennent des propos inqualifiables au sein de Genève non conforme, groupuscule d'extrême droite, par exemple. »

Signes ostentatoires religieux

Pierre Weiss à l'origine du projet de loi sur les signes ostentatoires religieux a souhaité s'exprimer sur le sujet. « Il y a une distinction à faire. L'idée de projet de loi est sur les signes religieux ostentatoires. La motion, elle, vise à associer les communautés religieuses à la définition de la laïcité. Je me réjouis d'avance à ce propos qu'il y ait un dialogue avec Hafid Ouardiri et Hani Ramadan à ce sujet, je suis persuadé qu'il sera constructif... Quant à la proposition du PDC d'instaurer un code de bonne conduite, je suis pour en parler mais je souhaiterais partir de la charte sur la laïcité mise en place en France comme base de discussion. » **Gabriel Barillier** conclut, « Nous sommes tous attachés à une école publique, laïque et gratuite au sein du PLR. Il y aura d'ailleurs un referendum certainement pour voter ce projet de loi, qui fait débat au sein de notre parti. » **Alain Bruno Lévy** met en garde contre le risque d'un tel projet de loi, de basculer dans une laïcité trop liberticide à Genève.

Composition des délégations

Parti Libéral Radical :
Sophie Creffield, Secrétaire générale
Pierre Conne, Député au Grand Conseil, Vice-président du PLRG
Murat Julian Alder, Vice-président
Gabriel Barrillier, Président du Grand Conseil,
Pierre Weiss, Député au Grand Conseil, Vice-président du PLR Suisse
Lionel Halperin, candidat au Grand Conseil et membre du Comité de la CICAD

La CICAD :
Alain Bruno Lévy, Président
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Le PLR:

- Souhaite faire perdurer la collaboration avec la CICAD dans la lutte contre l'antisémitisme, qu'il considère comme un acteur clé de la Cité,
- Dénonce les propos tenus des partis extrémistes dans la campagne politique et reste vigilant face à la montée de la xénophobie,
- Dénonce le rôle de la presse romande qui laisse une place à part entière dans ses supports aux extrémistes qui tiennent des propos inqualifiables,
- Est contre la banalisation des symboles de la Seconde guerre mondiale utilisés à mauvais escient,
- Reste vigilant face à la montée de l'antisémitisme et révèle qu'au sein de l'armée il y a de nombreux partisans des groupuscules d'extrême droite,
- N'a pas de position officielle concernant l'initiative d'un de ses députés contre les signes religieux ostentatoires,
- Regrette qu'il n'y ait pas de dialogue constructif entre les communautés musulmane et juive, avec des représentants musulmans «fréquents».



Lionel Halpérin, membre du Comité de la CICAD et Pierre Weiss, candidats au Grand Conseil.



Alain Bruno Lévy et Johanne Gurfinkiel.



La délégation de la CICAD discute de gauche à droite avec le MCG: Pascal Spuhler, Vice-Président, député, Conseiller municipal Ville de Genève, François Baertschi, Secrétaire général, Carlos Medeiros, Vice-Président, conseiller municipal Ville de Genève, Roger Golay, Président, Député, conseiller municipal ville de Lancy, Delphine Perrella-Gabus, Conseillère municipale et Cristina Le Jeune-Giacobbi, Cheffe d'entreprise.

Satisfait de cette troisième rencontre avec la CICAD, Roger Golay, accompagné de ses membres, a fait part d'un vif intérêt face aux problématiques exposées. Connaissant les activités de l'association, qu'il trouve par ailleurs indispensables, il souhaite poursuivre une collaboration fructueuse pour lutter contre l'antisémitisme. Le MCG est d'ailleurs favorable à d'autres rencontres, hors des élections. Désormais informé que l'un de leur candidat inquiète la CICAD, le MCG affirme qu'il prendra des dispositions pour trouver une solution.

Climat délétère

Alain Bruno Lévy constate que dans le cadre de l'évolution du parti et de son programme, le MCG est associé aux yeux d'une grande majorité de genevois à un parti qui amène un climat général délétère, pouvant créer des tensions entre les communautés. **Roger Golay** reconnaît que le climat n'est pas forcément des plus agréables à Genève mais souligne que le parti n'a pas un message qui véhicule la haine de l'autre. « Nous pouvons heurter certaines sensibilités différentes des nôtres mais nous ne véhiculons pas un message de haine, nous dénonçons simplement un phénomène de malaise.

Nous utilisons des mots durs mais c'est pour faire réagir. Nous n'avons jamais franchi de ligne rouge. Au sein de notre liste, nous n'avons pas fait de distinction de religions, d'origines. On ne combat pas l'immigration. »

Carlos Medeiros rejoint son Président en ajoutant « une certaine presse aimerait nous associer à des groupuscules d'extrême droite mais nous n'avons rien en commun. Nous ne sommes pas dans cette logique là. Nous sommes simplement un vecteur de communication. Le climat actuel est la conséquence de nos élites.»

Montée des mouvements d'extrême droite

Alain Bruno Lévy explique que le souci de la CICAD est de voir comment les partis politiques se positionnent face aux mouvements d'extrême droite qui véhiculent des messages nauséabonds. « Votre idée de préférence genevoise pourrait être utilisée et repris par des mouvements d'extrême droite profitant de votre positionnement. »

Pascal Spuhler comprend la logique mais nie l'appartenance à un quelconque groupuscule. « Nous restons attentifs pour que des personnes d'extrême droite ou néofascistes ne s'approprient pas nos messages. Nous comprenons votre inquiétude, nous sommes nous-même conscients de l'amalgame qui

nous lie avec eux. Notre slogan *ni gauche ni droite* nous représente. »

Inquiétude face à un candidat MCG

Johanne Gurfinkiel, rappelle qu'au sein du parti, un candidat, Laurent Leisi, nécessite une prise de position du MCG. Il rappelle aussi les discussions avec le MCG au sujet d'autres militants, David L'Épée et Jonathan Newton, tous deux leaders d'un groupe disparu «Unité Populaire» que la CICAD avait dénoncé pour avoir publié des textes et images antisémites. Après diverses discussions et éclairages médiatiques (Mise au point, TSR de mars 2010), le MCG avait effectivement exclu ces deux activistes censés occuper des postes au sein du MCN et MCVD. **Roger Golay**, souhaite connaître les informations détenues par la CICAD concernant Laurent Leisi tout en confirmant les faits. « On connaît les membres qui ont des propos inqualifiables, on les surveille. Nous sommes embarrassés par des personnes qui intègrent le parti puis montrent leur vrai visage. »

Sabine Simkhovitch Dreyfus, explique qu'elle attend des partis politiques des réactions concrètes comme ce fut le cas de l'UDC en Suisse allemande qui a choisi de se distancer de ces candidats. Pour **Cristina Le Jeune-Giacobbi**, le réel problème est de

contrôler les contenus diffusés sur Internet, « C'est très difficile de contrôler les réseaux sociaux. Nous avons des personnes qui s'en occupent toute la journée. Nous essayons de savoir ce que disent nos membres et nous prenons des mesures le cas échéant. »

Laurent Leisi, candidat MCG

Carlos Medeiros choisit de parler en toute franchise. « J'ai discuté avec Laurent Leisi à plusieurs reprises en lui disant qu'il franchissait la ligne rouge. Sur son profil Facebook il y a souvent des liens vers des textes antisémites et groupes d'extrême droite français et suisses. Nous ne cautionnons pas ce genre de chose. Il a été sanctionné par sa place dans notre liste. L'exclusion cependant n'est pas forcément une solution. » **Roger Golay** poursuit « Nous attendons la fin des élections pour agir. Malheureusement la liste est déposée et nous ne pouvons plus y toucher. Laissez nous juste un peu de temps. »

Philippe Grumbach met en avant les conséquences négatives pour le parti d'avoir un candidat de la sorte « ne craignez vous pas que le parti en pâtisse. Ces propos peuvent être exploités par d'autres partis en renvoyant une image nauséabonde du MCG. Je peine à comprendre que la réponse soit d'attendre la fin des élections. » **Carlos Medeiros** explique « En l'exposant au grand public, vous nous obligez à le défendre et vous créez encore un problème supplémentaire. Le mettre en valeur même si c'est une bonne intention, fera l'effet inverse et créera un malaise supplémentaire. » Un avis partagé par **François Baertschi**.

Alain Bruno Lévy rappelle que la CICAD n'attaque pas les partis mais sans réaction de leur part, dénonce les candidats pour les responsabiliser. **Roger Golay** ajoute « Concernant Laurent Leisi, nous savons qu'il est proche de Genève Non Conforme. Si vous avez d'autres éléments cela nous rendra service, nous allons les étudier et convoquer le Comité directeur. Nous sommes sensibles à vos inquiétudes et vos préoccupations. En tant que gendarme, j'ai par le passé surveillé la synagogue lors des fêtes religieuses. Je suis donc parfaitement au courant de la vigilance nécessaire en terme de sécurité pour votre communauté. C'est terrible à vivre dans cette crainte et j'en suis conscient. **Cristina Le Jeune-Giacobbi** avance d'autres arguments. « Si nous décidons de l'exclure avant les élections, il utilisera cela comme prétexte pour rallier à ses cotés des membres et électeurs partageant ses propos et il sera élu en regroupant tous les extrémistes de la place de Genève. Ce que nous ne voulons pas. »

Neutralité politique

Carlos Medeiros a une position très claire. « Nous avons été les plus virulents à attaquer Monsieur Pagany lors de sa participation à ce Tribunal Russel pour la Palestine tout comme le concert au Victoria hall du pianiste Estrella en faveur d'associations anti-israéliennes. C'est scandaleux que la Ville prenne de telles positions. Je suis ni pour l'un ni pour l'autre. La Ville de Genève est une commune et doit le rester. » **Roger Golay** ajoute « qu'au Grand Conseil certains députés prennent des positions sur tous les problèmes du monde et j'estime que ce n'est pas à eux de faire de la politique extérieure mais aux Conseillers nationaux. »

Signes religieux ostentatoires et laïcité

Pour **Roger Golay** la position du parti est claire. « Tout ce qui touche à l'administration doit être neutre et laïc. Nous ne pouvons pas admettre qu'un gendarme se promène avec une croix ou une étoile de David. En revanche, pour les élèves c'est différent. Nous estimons qu'au niveau de l'éducation, il n'est pas concevable d'interdire la fête de Noël dans les écoles. D'autres fêtes peuvent être rajoutées si cela ne bouleverse pas le cadre scolaire. On a toujours vécu en parfaite harmonie avec la religion juive ou musulmane jusqu'à ce jour. Il ne faut pas effacer une culture par rapport à une autre. Nous n'avons pas encore pris de position officielle vis à vis du projet de Pierre Weiss mais nous allons l'étudier. »

Pour **Delphine Perrella-Gabus**, la solution est au cas par cas. « Il vaut mieux trouver des arrangements. Je suis contre le fait de légiférer sur tout, les libertés seront listées. Il faut savoir s'arrêter. » **Carlos Medeiros** est plus sceptique sur la motion relatives aux signes religieux ostentatoires. « Cela va créer énormément de problème. Je ne suis pas favorable. Ne rentrons pas dans un débat purement religieux qui amènerait un communautarisme, ce qui est très dangereux. Il faut rester au cas par cas, restons discret, faisons des arrangements avec les écoles mais n'entrons pas dans un débat généralisé. »



Sabine Simkhovitch Dreyfus et Alain Bruno Lévy.

Composition des délégations

Mouvement Citoyen Genevois :

Roger Golay, Président, Député, Conseiller municipal ville de Lancy
François Baertschi, Secrétaire général
Delphine Perrella-Gabus, Conseillère municipale et candidate au Conseil d'Etat
Pascal Spuhler, Vice-Président, député, Conseiller municipal Ville de Genève
Carlos Medeiros, Vice-Président, Conseiller municipal Ville de Genève,
Cristina Le Jeune-Giacobbi, Cheffe d'entreprise

La CICAD :

Alain Bruno Lévy, Président
Philippe Grumbach, membre du bureau et du comité
Sabine Simkhovitch Dreyfus, membre du bureau et du comité, Vice-présidente de la FSCI
Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général

Le MCG:

- Ne pense pas développer un climat délétère avec son programme,
- Nie tout lien à des groupuscules d'extrême droite,
- Est conscient d'avoir dans sa liste un candidat problématique et agira après les élections,
- Est pour une laïcité stricte dans les établissements publics,
- Reconnaît le travail de la CICAD qu'il juge essentiel dans la lutte contre l'antisémitisme.

« Grâce à votre action, il y a une diminution des actes antisémites. » **Cristina Le Jeune-Giacobbi**, candidate au Grand Conseil



Roger Golay, Président du MCG.



Coordination intercommunautaire **contre l'antisémitisme** et la **diffamation**
40, rue du stand - Case Postale 5020 -1211 Genève 11
Tél. 022 321 48 78 - fax: 022 321 55 28 - cicad@cicad.ch - www.cicad.ch
©CICAD 2013